PRÉSENTATION APPROFONDIE DE LA BASE DE DONNÉES KYC D'OPENAPI

OPENAPI.COM

Openapi est spécialisée dans le développement de bases de données destinées aux procédures de vigilance à l'égard de la clientèle (Customer Due Diligence – CDD) et associe une expertise juridique approfondie des réglementations KYC, AML et CFT aux techniques les plus avancées de collecte et de gestion des données. Elle propose ainsi une base de données constamment mise à jour, contenant les informations essentielles permettant aux intermédiaires financiers et aux autres entités soumises à des obligations équivalentes de satisfaire efficacement à leurs obligations de vigilance. Les informations contenues dans la base de données Openapi proviennent de sources fiables, faisant autorité et accessibles au public. Elles sont accompagnées de liens hypertextes vers les sources d'origine afin de permettre des vérifications et des analyses complémentaires.

Les enregistrements fournissent des informations sur la personne physique ou morale concernée, la zone géographique de référence ainsi que les détails des procédures, des mesures ou des autres informations la concernant, lorsque ces éléments sont publiés par la source consultée.

La mise à disposition rapide des données s'effectue conformément aux fréquences de mise à jour des sources consultées et vise à permettre aux Clients de réaliser une évaluation aussi complète et rapide que possible des personnes physiques ou morales faisant l'objet des vérifications.
La consultation des sources s'appuie sur les technologies informatiques les plus récentes, intégrées par les développeurs d'Openapi aux systèmes et processus internes. Cette activité bénéficie également d'une analyse des sources fondée sur l'expérience approfondie des professionnels du service juridique interne d'Openapi.
Le volume de données disponibles augmente constamment grâce à l'intégration progressive du plus grand nombre possible de sources, dans le but de fournir des informations aussi complètes et précises que possible pour la réalisation des vérifications de due diligence.
Les services Openapi sont soigneusement conçus pour garantir que tout traitement de données à caractère personnel respecte les normes internationales les plus strictes en matière de protection de la vie privée.

Table des matières

Openapi Adverse Media 03

Openapi PEP and Openapi Local Politicians 05

Openapi Sanctions List Openapi Legal & Enforcement 08

openapi®

API simplifiée

OpenAPI Médias défavorables

Contenu et classifications des infractions pénales et dispositions légales

Le domaine d'intérêt « Médias négatifs », à portée mondiale, recueille des informations concernant les procédures pénales et d'autres données négatives liées aux infractions sous-jacentes au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et à d'autres activités illicites, en conformité avec les recommandations internationales, les directives européennes et les réglementations nationales pertinentes en matière de lutte contre le blanchiment d'argent (LBA) et le financement du terrorisme (FT).

En particulier, la politique de collecte de données d'Openapi est conçue pour offrir un service à l'échelle internationale, en conformité avec le Règlement (UE) 2024/1624 (Règlement unique) et les orientations de l'Autorité bancaire européenne (ABE) (par exemple, EBA/GL/2021/02 concernant le devoir de vigilance à l'égard de la clientèle).
Ces exigences réglementaires sont ensuite appliquées et validées par chaque pays.

En Italie, par exemple, le cadre pertinent inclut le décret législatif n° 231/2007, tel qu'il a été modifié et complété ultérieurement, ainsi que les dispositions de la Banque d'Italie concernant le devoir de vigilance envers la clientèle.

juillet 2019 et le décret législatif n° 195/2021, qui a mis en œuvre la sixième directive européenne anti-blanchiment (UE) 2018/1673.

Plus précisément, les catégories suivantes d'infractions pénales et de mesures juridiques sont incluses :
Infractions relatives aux armes
Crimes d'usurpation d'identité
Infractions relatives aux stupéfiants
Falsification et contrefaçon.
Infractions associées à la mafia et à la criminalité transnationale organisée
Diverses mesures juridiques et administratives (saisie, confiscation, mesures de disqualification antimafia, mesures internationales équivalentes, etc.)
infractions environnementales
infractions en lien avec l'association de malfaiteurs et le crime organisé
Crimes à l'encontre des individus et crimes contre l'humanité
Infractions à l'encontre de l'administration publique
Infractions à l'administration de la justice
infractions à l'ordre public
crimes économiques et atteintes à la propriété
Infractions financières, bancaires et fiscales.
cybercriminalité
infractions commerciales
Terrorisme

Sources

OpenAPI surveille chaque jour des dizaines de milliers de sources en anglais, italien et espagnol, ainsi que dans d'autres langues d'importance internationale. Ces sources sont soigneusement choisies en fonction de leur autorité et de leur fiabilité pour assurer une couverture médiatique négative précise et complète.

L'analyse implique l'examen des principales publications d'information internationales à large diffusion et à grande portée, ainsi que des sources nationales, régionales et locales qui rapportent des informations pertinentes provenant de zones géographiques spécifiques à travers le monde.

Conformément aux critères établis dans « Le Groupe Wolfsberg sur le filtrage des informations négatives », Openapi surveille uniquement les sources qui :

Fournir des informations et des actualités précises et de qualité supérieure ;
Veillez à ce que le contenu soit professionnel et fondé sur des sources fiables, plutôt que sur des opinions personnelles (par exemple, les blogs et les sources de contenu généré par les utilisateurs sont à exclure) ;

Maintenir une cohérence éditoriale tout en fournissant des détails précis et pertinents, tels que les noms, les dates, les lieux et les citations.

- Faire preuve de neutralité politique.
- Sont correctement enregistrés auprès des autorités gouvernementales compétentes, lorsque la procédure d'enregistrement est nécessaire.

- Comme le souligne le Groupe Wolfsberg, une évaluation approfondie des sources aide à atténuer le phénomène répandu et nuisible de la désinformation, souvent désignée sous le terme « fausses nouvelles ».

À cette fin, OpenAPI maintient une liste noire de sources non fiables qui ne satisfont pas aux critères énoncés ci-dessus, assurant ainsi leur exclusion de ses activités de surveillance et d'analyse.

Mises à jour des informations

La surveillance quotidienne et continue des sources assure aux clients un accès à des informations et des actualités en permanence actualisées.

La politique d'OpenAPI a pour objectif d'assurer une mise à jour rapide des informations concernant les médias défavorables, sous réserve que ces mises à jour soient accessibles via les sources surveillées. Par exemple, une mise à jour relative à la condamnation d'un individu faisant l'objet d'une enquête ne peut être fournie que si l'information pertinente a été publiée par l'une des sources surveillées.

Cette méthode offre aux clients la possibilité d'effectuer une évaluation aussi exhaustive que possible de l'individu soumis au contrôle, tout en leur fournissant un accès aux actualités relatant le déroulement des différentes phases de la procédure judiciaire.

De surcroît, Openapi emploie des indicateurs de statut précis pour déterminer l'étape des procédures judiciaires auxquelles les données Adverse Media se rapportent (par exemple, en cours d'enquête, condamné ou acquitté).

OpenAPI PEP et représentants locaux d'OpenAPI

Conformément aux critères établis par le Groupe Wolfsberg relatifs aux médias défavorables, Openapi s'appuie également exclusivement sur des sources fournissant des informations précises ainsi que des détails spécifiques et pertinents pour ses bases de données PEP et élus locaux (par exemple, sources gouvernementales et ministérielles, registres officiels et archives publiques, listes publiées par des organisations internationales, etc.).

Les mises à jour des données sont réalisées selon les fréquences de mise à jour des sources surveillées, afin de permettre aux clients d'effectuer les évaluations les plus complètes et opportunes possibles.

Vous trouverez ci-dessous un aperçu succinct des divers domaines d'intérêt.

OpenAPI PEP

La base de données Openapi PEP, d'envergure mondiale, recueille des informations sur les personnes politiquement exposées (PPE) ainsi que sur les fonctions publiques qu'elles exercent.

En l'absence d'une définition unique et universellement reconnue des PPE, Openapi adhère aux recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) et aux lignes directrices du Groupe Wolfsberg, ainsi qu'aux directives européennes relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent (LCB) et aux réglementations pertinentes à l'échelle mondiale.

Conformité aux réglementations internationales et nationales : En ce qui concerne la définition d'une personne politiquement exposée, Openapi adopte une approche globale, harmonisant ses critères avec les cadres réglementaires internationaux, y compris ceux appliqués dans de nombreux pays.

Ces cadres réglementaires désignent également les individus exerçant des fonctions publiques dans divers secteurs comme étant potentiellement exposés à des risques de corruption.

Il peut s'agir, par exemple, de dirigeants des administrations locales, de personnes occupant des postes de direction au sein d'administrations publiques internationales, ainsi que de hauts représentants d'organismes publics, de consortiums et d'associations du secteur public.

La base de données PEP englobe 251 pays et territoires, en se concentrant sur les juridictions à haut risque identifiées par le GAFI. Elle est régulièrement mise à jour et enrichie, avec des dizaines de milliers d'enregistrements ajoutés ou actualisés chaque mois.

Ces mises à jour sont réalisées grâce à un suivi PEP continu, avec une fréquence de contrôle renforcée pour les postes situés dans des pays à haut risque, les postes de direction au sein des pouvoirs législatif, exécutif, militaire et judiciaire, ainsi que les postes de direction dans les organisations internationales et les entreprises publiques ou sous contrôle public.

Dates de début et de fin d'exercice d'une fonction publique : Les enregistrements de la base de données PEP sont actualisés avec les champs « Date de début » et « Date de fin », facilitant ainsi l'identification rapide des postes occupés par chaque individu.

PPE et médias défavorables : les informations concernant les événements négatifs impliquant une PPE sont rapidement et aisément accessibles grâce à un lien direct entre la fiche PPE et la base de données des médias défavorables.

- Informations d'identification supplémentaires : Plus de 80 % des dossiers PEP incluent au moins un détail d'identification additionnel, tel que l'année de naissance, une photographie, un numéro d'identification personnel ou des informations sur les antécédents professionnels, ce qui aide à diminuer les faux positifs.

- Fonds souverains, entreprises publiques et entités juridiques : la base de données fournit une couverture complète des fonds souverains, tant nationaux qu'internationaux, ainsi que des entreprises publiques et des sociétés sous contrôle public.

Élus locaux d'OpenAPI

La base de données OpenAPI concernant les personnalités politiques locales renferme des informations sur les individus occupant des postes politiques au sein des institutions gouvernementales locales. Ces individus ne correspondent pas nécessairement à la définition stricte de personnes politiquement exposées (PPE), mais peuvent avoir accès à des fonds publics ou exercer une influence sur ceux-ci.

À cette fin, Openapi surveille en permanence les données officielles fournies par des sources institutionnelles, telles que les organismes gouvernementaux et les administrations publiques, à l'échelle mondiale.

La base de données s'élargit continuellement, englobant un nombre croissant de pays et se positionnant comme une plateforme de référence internationale.

Couverture internationale : La base de données offre des informations complètes sur les responsables des administrations locales, englobant ceux qui exercent à des niveaux municipal, provincial, régional et métropolitain, avec une attention particulière accordée aux données d'identification personnelle (99,75 % des enregistrements incluent une date de naissance).

De surcroît, les chevauchements éventuels entre les bases de données des élus locaux et des PPE sont soigneusement gérés afin de réduire le taux de faux positifs.

Sanctions OpenAPI

La base de données Openapi Sanctions, en accord avec les recommandations internationales, les directives européennes et les réglementations mondiales relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent (LBA) et le financement du terrorisme (FT), intègre des sanctions tant nationales qu'internationales, ainsi que des mesures restrictives imposées par des organisations supranationales, des États et des autorités gouvernementales, dans le but de :

interdire ou restreindre, directement ou indirectement, le commerce, les transactions et les activités commerciales avec des individus, des entreprises, des navires, des aéronefs, des régimes, des États ou des territoires particuliers ;

- interdire ou restreindre, directement ou indirectement, le commerce, les transactions et les activités commerciales avec des individus, des entreprises, des navires, des aéronefs, des régimes, des États ou des territoires particuliers ;

interdire ou restreindre, directement ou indirectement, le commerce, les transactions et les activités commerciales concernant des biens ou des services spécifiques ;

- Interdire l'exécution des transactions, des paiements et des transferts financiers ;

Empêcher ou limiter les déplacements des individus.

Les régimes de sanctions internationales les plus reconnus et documentés dans cette base de données incluent ceux imposés par les Nations Unies (ONU), l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du département du Trésor américain et l'Union européenne (UE).

Openapi Sanctions™ inclut également les sanctions imposées par des pays et leurs autorités gouvernementales respectives à l'échelle mondiale, notamment le Japon, le Canada, l'Australie, les îles Caïmans, Hong Kong, la Suisse, le Royaume-Uni, la France, l'Espagne et les Pays-Bas.

S'agissant plus particulièrement de la situation en Ukraine, la base de données inclut les sanctions mises en œuvre par les pays et les organisations internationales afin de limiter l'accès de la Russie aux marchés financiers et d'interdire les exportations de technologies.

et geler les actifs de certaines personnes morales et physiques.

OpenAPI : Droit et application de la législation

La base de données Openapi Legal & Enforcement contient des listes d'informations pertinentes pour les vérifications de diligence raisonnable internationales qui ne se limitent pas uniquement aux sanctions.

Cette base de données regroupe des informations diffusées par des autorités et organisations nationales et internationales relatives à des individus et entités engagés dans des activités illicites ou soumis à des sanctions financières, des mesures restrictives, des avertissements ou alertes publiques, ainsi que ceux identifiés dans des enquêtes journalistiques telles que les Panama Papers, les Paradise Papers et les Pandora Papers (collectivement désignés sous le terme d'Offshore Leaks).

La base de données inclut notamment les principales listes publiées par les banques centrales et les autorités de régulation des marchés financiers à l'échelle mondiale, y compris, mais sans s'y limiter, la Banque d'Italie, la Banque d'Espagne, l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers suisse (FINMA), la Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni, la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV), l'Autorité fédérale de surveillance financière allemande (BaFin) et les États-Unis.

Securities and Exchange Commission (SEC), Banque mondiale, Bureau du contrôleur de la monnaie (OCC) des États-Unis, Autorités canadiennes en valeurs mobilières et Division de la réglementation de la Bourse de Montréal, Tribunal de comptes de l'Union (Brésil), Institut national de l'associativisme et de l'économie sociale (Argentine), Autorité monétaire de Hong Kong, Ministère des Finances du Japon et Commission du commerce équitable de la Corée du Sud.

De surcroît, Openapi recueille les noms des individus et des entités identifiés dans les enquêtes réalisées par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), ainsi que les informations associées, fournissant ainsi aux clients une solution unique et intégrée pour le filtrage mondial des personnes et des entités.

Synergies associées à l'accès à l'ensemble des domaines d'intérêt

Pour valoriser ces informations, OpenAPI agrège les données issues de divers domaines d'intérêt et, lorsque cela est possible, les associe à une entité spécifique.

Cela implique que lorsque des informations issues de divers domaines d'intérêt se rapportent à la même entité (qu'il s'agisse d'un individu, d'une entreprise ou d'un autre type d'entité), elles sont intégrées pour offrir des résultats plus précis et plus exhaustifs.

Cette approche enrichit les données disponibles en y ajoutant des détails supplémentaires qui pourraient ne pas être visibles lors de l'examen d'une seule zone d'intérêt, contribuant ainsi à diminuer le nombre de faux positifs.